

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :

1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 303

LE NUMERO : 2 FF

20 FB - 1 FS

28 déc. 79 au 3 janv. 80

Mensonge du réformisme

Euromissiles

L'enjeu européen

Selon la science économique bourgeoise, que Marx appelait à juste titre la « religion du capital », le sort de la classe ouvrière est étroitement lié à celui de l'économie nationale : si cette dernière progresse, la situation de la classe peut s'améliorer ; si elle a des difficultés, il est de l'intérêt des prolétaires de l'aider par leurs sacrifi-

ces à la remettre en marche afin de profiter demain de ses bienfaits. En un mot, leur part du « gâteau national » serait proportionnelle à la taille du gâteau. En réalité, cette pseudo-théorie n'est qu'une apologie de l'esclavage salarié et ne résiste pas à l'épreuve des faits.

Si l'on prend l'exemple de la France, la production industrielle a été multipliée par cinq depuis 1910, mais le volume de la consommation permise par le salaire ouvrier moyen, même si l'on tient compte des fameuses prestations sociales, n'a pas augmenté de plus de deux fois dans la même période. Admettons maintenant que sur une journée de huit heures en 1910, l'ouvrier s'échinait trois heures pour fournir l'équivalent de son salaire, le travail pour cinq heures suivantes tombant dans la poche des capitalistes. Nous sommes sans doute largement au-dessous de la réalité. Mais si l'on applique à cette hypothèse l'évolution de la production et du salaire réel indiqués plus haut, on peut calculer que l'ouvrier ne met plus qu'une heure et douze minutes pour produire l'équivalent de sa consommation, là où il mettait hier trois heures. La portion de gâteau qui revient dans notre hypothèse au capital a été multipliée par sept et devient proportionnellement quatre fois plus grande que celle dont il disposait il y a soixante-dix ans.

La classe ouvrière dispose de bouchées deux fois plus nombreuses, mais sa part est deux fois et demi plus petite. Sa situation matérielle s'est peut-être améliorée, mais aux dépens de sa situation sociale. Cela ne signifie pas seulement que la classe ouvrière vit plus luxueusement qu'hier. Cela veut dire également que la puissance des moyens dont elle dispose pour plier le prolétariat à la tâche est plus gigantesque et que la foule des parasites et la horde des bureaucrates et des flics qu'elle entretient pour contrôler et intimider la classe ouvrière est plus énorme.

Bref, la classe ouvrière est sortie de deux guerres impérialistes et de deux « reconstructions nationales » incomparablement plus exploitée et plus opprimée. Tel est le résultat de la croissance capitaliste. Si la classe ouvrière devait se féliciter de cette situation, cela signifierait, comme le disait Marx, qu'elle devrait « être contente de forger les chaînes dorées avec lesquelles la bourgeoisie la traîne à sa remorque ».

Cependant, la dorure des chaînes dispa-

DANS CE NUMERO

- Golfe persique : une sonnette d'alarme pour nous et pour les autres.
- Prud'hommes : le réformisme syndical enterre la lutte prolétarienne.
- Réunion publiques : La drogue ; Ce que nous pouvons revendiquer de Trotsky.

rait dès que vient la crise capitaliste et que la classe capitaliste qui a pu distribuer des miettes de sa prospérité cherche brutalement à reprendre tout ce qu'elle a donné. Les statistiques officielles elles-mêmes montrent que le salaire réel avait baissé d'au moins un tiers en 1950 par rapport à 1910, effaçant tout le bénéfice des années 1890-1910, c'est-à-dire

(suite page 2)

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, les deux superpuissances, Etats-Unis et URSS, se sont préparées à l'affrontement militaire qui doit nécessairement les mettre aux prises l'une avec l'autre, et la période pacifique de l'après-guerre — la détente qui a suivi la « guerre froide » — n'a été qu'une trêve que les deux antagonistes ont mise à profit pour s'armer jusqu'aux dents. Il est maintenant devenu évident pour tout le monde que les préparatifs militaires de la troisième guerre mondiale s'accroissent. Les seules questions qui se posent sont : quand et où ? La première question n'a pas encore de réponse précise. Simplement chaque camp s'efforce de mettre le plus d'atouts possibles de son côté avant la confrontation et les bonnes paroles de Kissinger (« si nous arrivons à retarder la guerre nous l'éviterons ») ne trompent évidemment personne.

La deuxième question porte sur le théâtre des opérations. Ce que les deux adversaires souhaitent naturellement éviter c'est que la bataille se déroule sur leur propre territoire (d'où les systèmes dont ils se sont dotés pour s'efforcer de « sanctuariser » ces territoires). C'est ainsi que les Etats-Unis et l'URSS se sont tranquillement mis d'accord, en vertu du condominium qu'ils exercent sur la planète, pour que la confrontation ait lieu — si possible — sur une autre aire géographique, en l'occurrence l'Europe.

Ceci dit, il reste une autre question. Dans cette bataille qui les concerne donc au premier chef, de quel côté se rangeront les pays européens eux-mêmes ? La situation actuelle est connue. Les pays d'Europe de l'Est sont encadrés par l'URSS dans le pacte de Varsovie, les pays d'Europe de l'Ouest par les Etats-Unis dans l'OTAN (même si, comme la France, ils ne font pas partie du commande-

(Suite page 4.)

Vient de paraître

programme communiste

n° 81

- Souviens-toi des deux guerres impérialistes
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste (2)
- L'Afrique, proie de l'impérialisme :
4. La mainmise sur les matières premières
- Le programme des « Fedayin » iraniens, ou les limites du démocratisme
- Marcuse, prophète du bon vieux temps.

Réunion publique à Rouen

Le vendredi 11 janvier, à 20 h 30,
Salle Mac Orlan, Saint-Sever

L'alternative :
la révolution communiste

Golfe persique : une sonnette d'alarme pour nous et pour les autres

Face aux développements dramatiques de la situation dans l'aire qui a pour épice l'Iran et le Golfe Persique, l'Occident dénonce la menace de l'Islam ou les obscures manœuvres de l'« autre » superpuissance. En fait, ce qui se passe là-bas n'est rien d'autre qu'un

nouveau chapitre de l'histoire du capitalisme, identique sous toutes ses formes et dans toutes ses vicissitudes : l'histoire de l'apprenti-sorcier incapable de maîtriser les forces qu'il a lui-même évoquées.

Ce qui met en effet en mouvement les énormes masses misérables du Golfe, « déstabilisant » une région dont l'ordre intérieur conditionne dans une large mesure le destin de l'impérialisme, et en premier lieu de l'impérialisme américain, ce n'est pas la fascination d'une religion, ni l'influence d'un programme politique, mais bien un ensemble de causes matérielles. C'est la greffe du mode de production capitaliste — tant à travers l'industrialisation à marches forcées, comme en Iran, qu'à travers l'exploitation forcée des puits pétroliers, comme dans la Péninsule Arabique — sur des économies précapitalistes et sur des sociétés plongées dans un sommeil prébourgeois. C'est le séisme provoqué par l'abandon sur une large échelle du sol cultivable et par l'urbanisation qui s'en est suivie dans l'ancien empire du Chah. C'est l'impétueux flux migratoire des masses plébéiennes déracinées en Palestine et en Egypte, en Jordanie et au Liban, qui se déversent sur l'Arabie Saoudite et dans les Emirats du Golfe pour y vivre une vie d'esclaves. C'est la fermentation de structures économiques et sociales rétrogrades brutalement entraînées dans les tourbillons du marché mondial des marchandises et des capitaux, et qui se gonflent d'une richesse fabuleuse à un pôle, d'une misère atroce à l'autre. C'est la succession précipitée de transformations bour-

goises réalisées « par en haut » ou importées « de l'extérieur » avant qu'une bourgeoisie nationale ait eu le temps de s'aguerrir ou même de naître, alors qu'est en train de surgir un prolétariat numériquement puissant, entouré de surcroît d'une énorme couche de sous-prolétaires qui attendent de « s'élever » et sont en proie au désespoir et à la faim.

Pour peu que l'on regarde sous la surface des choses, on ne se trouve pas en présence d'un de ces nombreux conflits internes de la société bourgeoise, d'un de ces mille conflits d'intérêts qui opposent normalement en son sein les concurrents, les entreprises, les Etats. Il s'agit en réalité, d'une gigantesque fermentation sociale dont il n'est pas difficile, pour des marxistes, de prévoir et d'évaluer à leur juste importance les effets dès lors qu'ils en connaissent les causes. Et cela, même s'il est sûr que cette fermentation sociale ne peut se traduire par une salutaire décantation des alignements de classe, et même si elle ne peut trouver d'issue dans une claire orientation politique et programmatique, que seul un prolétariat agissant en tant que facteur autonome — c'est-à-dire en tant que classe pour soi et non pour le capital — pourrait lui imprimer.

Or, comme tous les pays industriellement développés sont en train de l'expérimenter à des degrés divers, ces effets sont objective-

ment désorganisateur et subversif pour le capitalisme mondial : parce qu'ils aggravent une crise de l'énergie déjà inquiétante, et parce qu'ils influent sur la stabilité déjà chancelante du dollar et sur le prestige militaire et diplomatique déjà entamé des Etats-Unis, en provoquant des réactions en chaîne dans le monde entier. C'est la conscience obscure de ces potentialités subversives, et de leurs conséquences probables sur la situation sociale déjà tendue de tous les pays, qui remplit d'effroi les politiciens et les journalistes, les hommes d'Etat et les chantres de la culture laïque, les capitaines d'industrie et les loups de la Bourse.

Quant à nous, nous sommes sûrs que le cours irréversible de ces événements ne manquera pas de provoquer des bouleversements économiques et sociaux et des crises politiques dans tous les pays du monde capitaliste, à l'Ouest surtout, mais aussi à l'Est, important de nouveau avec une urgence dramatique l'alternative : « ou révolution prolétarienne ou nouvelle guerre impérialiste ». Nous sommes fermement convaincus que chaque coup porté au pilier central de l'impérialisme devra se répercuter sur toute la chaîne des rapports productifs et sociaux actuels. C'est pourquoi nous suivons la « crise du Moyen-

(Suite page 2.)

Travail des enfants : Les ignominies du capitalisme

29 millions dans le Sud-Est asiatique, 9,7 millions en Afrique, 9,1 millions en Extrême-Orient, 3,1 millions en Amérique latine, 0,7 million en Europe, 0,3 million en Amérique du Nord, 0,1 million en Océanie : ce sont les chiffres publiés par le Bureau International du Travail de Genève sur le travail des enfants de moins de quinze ans dans le monde. Un total de 52 millions, la « partie visible de l'iceberg », écrit le Figaro Magazine du 1^{er} décembre. Pour avoir le chiffre exact on pourrait aussi bien multiplier par 3, 5 ou 10.

Partout où il se développe, le capitalisme emploie les mêmes méthodes que celles qu'il a utilisées en Europe au XIX^e siècle. Les enfants y travaillaient comme des bêtes à côté des hommes et des femmes pour accroître le capital. Aujourd'hui, de Bogota à Manille en passant par Casablanca et Téhéran, le même processus se reproduit : des enfants de 8 ou 10 ans travaillent 12 à 14 heures par jour, dans des conditions de misère effroyable. Bien sûr, comme au XIX^e siècle, la bourgeoisie s'apitoie : c'est que son cynisme est sans bornes. Ainsi le paragraphe 9 de la Charte des Nations Unies consacrée à l'enfant précise que « les enfants doivent être protégés contre toute forme d'exploitation » !!!

Les mêmes sources officielles font état, à l'échelle mondiale, de 15 millions d'enfants menacés de mort par famine, de 90 millions qui végètent (c'est-à-dire qui meurent à petit feu), de 400 millions qui n'ont ni nourriture, ni éducation, ni assistance médicale suffisantes. Quant aux pays de capitalisme sénile, là où en principe le travail des enfants a disparu, comme en Allemagne, on peut se faire une idée de la vie des enfants et des adolescents quand on sait qu'on y dénombre chaque année 40.000 fugueurs, 150.000 adolescents qui se livrent à l'alcoolisme, 45.000 à la drogue et 15.000 tentatives de suicide.

La bourgeoisie ne se contente pas d'exploiter : elle célèbre son exploitation. 1979 a été l'année de l'enfant comme 1978 avait été celle de la femme. Nous faisons, nous, des vœux pour 1980 et les années suivantes : que se renforce la préparation révolutionnaire pour en finir avec ce monde d'exploitation, de misère et de désespoir.

Mensonge du réformisme

(suite de la page 1)

de la période « pacifique » où sont nées les théories du réformisme. Combien de temps faudra-t-il pour effacer les gains des trente dernières années ?

Depuis 1975, c'est-à-dire depuis que le cycle d'accumulation de l'après-guerre est parvenu à son terme et que le capitalisme s'enfonce irrémédiablement dans la crise (les dernières prévisions de l'OCDE parlent de 20 millions de chômeurs pour 1980), le langage des bourgeois n'est plus en effet axé sur les bénéfices de la prospérité, mais sur les sacrifices. Les difficultés de l'économie capitaliste ne seraient pas dues aux lois mêmes du capitalisme, mais au fait que la classe ouvrière se serait arrogée une part trop grande de la richesse qu'elle crée (soit dit en passant, cela tendrait à confirmer que le capitalisme ne peut promettre à la classe ouvrière que la misère, sous peine de cesser de tourner : conséquence révolutionnaire inattendue d'une théorie pourtant destinée à justifier le capital...).

Désormais, la part de la classe ouvrière dans le gâteau national ne doit pas seulement diminuer : c'est le nombre de bouchées qui doit être réduit. Mieux, « la politique sociale n'est pas une retombée de la croissance, elle en est une condition », comme l'affirme Yvon Chotard, du CNPF, qui explique que l'efficacité des entreprises est de plus en plus dépendante « de l'adhésion des salariés au projet économique du patronat et à sa volonté d'expansion et de modernisation » (Le Matin du 15-12-79).

En langage clair : si hier l'expansion capitaliste permettait d'acheter l'adhésion au moins passive des ouvriers endormis par la prospérité après avoir été écrasés par la contre-révolution, désormais leur adhésion active et sans contrepartie, c'est-à-dire leur acceptation militante des sacrifices est la condition de la bonne marche du capital.

Il est facile de comprendre qu'une telle adhésion est beaucoup plus difficile à obtenir et que les « hommes de la situa-

tion » sont les « agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers ». Naturellement, ceux-ci répondent à l'appel.

Une conférence de presse récente de la CFDT est instructive à cet égard : « L'absence de plan est un véritable crime » a déclaré Maire. Et Rolant d'expliquer : « La CFDT estime qu'il vaut mieux prévoir les changements et en discuter, plutôt que de laisser les problèmes devenir insolubles, donc explosifs. [Bien entendu] on ne peut pas tout faire ; encore faut-il ne respecter que les vraies contraintes ». Ces dernières sont d'ailleurs au nombre de trois : « réduire notre dépendance pétrolière, faire face à la concurrence internationale sans recourir à un protectionnisme artificiel, acheter des productions manufacturières au tiers-monde et l'aider à assurer son propre développement [tu parles !] » (Le Monde du 12-12-79).

Bref, entendons-nous sur les grands objectifs économiques, et nous, bureaucrates syndicaux, nous nous chargeons d'expliquer aux salariés les contraintes qui en découlent pour leur situation, d'expliquer les sacrifices qu'ils doivent consentir. Le PCF, la CGT et même une partie du PS ont beau jeu de crier au scandale ! Ce scandale, c'est que la CFDT dévoile les principes qui sont ceux de tout ce beau monde.

Prenons à titre de preuve le « plan charbonnier » du PCF. La fermeture des mines est « un crime contre l'intérêt national ». C'est le même langage que celui de Maire : le crime n'est pas l'exploitation, encore moins la politique de soumission de la classe aux intérêts du capital, c'est la politique du gouvernement, c'est une politique industrielle parmi d'autres. Imaginez : « Le gouvernement ferme des mines au moment où l'augmentation du prix du pétrole va permettre de redonner une rentabilité aux vieilles mines nationales, en privant des centaines de milliers de travailleurs de leur emploi » !

Un tel raisonnement est stupide d'un point de vue bourgeois. Le fait que le prix du pétrole redonne un regain de rentabilité aux

gisements archi-pourris du Pas-de-Calais à 7 centimes la thermie n'empêche nullement que le capital trouvera toujours un profit plus grand à investir et à se fournir dans des mines d'Afrique du Sud ou d'ailleurs, où le prix de revient dépasse à peine 2 centimes la thermie.

Surtout il est criminel d'un point de vue de classe : la fameuse « création d'emplois » n'est qu'un mensonge, tout comme l'« adaptation à la concurrence internationale » : cela revient à choisir qui sera au chômage, le mineur français ou américain, polonais ou indien et ne soulage nullement la classe ouvrière dans son ensemble. En revanche, cette politique oppose les uns aux autres les ouvriers des diverses nationalités. Elle exacerbe la concurrence entre les prolétaires, concurrence sur laquelle reposent le salariat et la domination bourgeoise.

Pour finir, Marchais n'a pas assez d'épithètes pour exalter le « métier du mineur », dont la vie est en réalité d'autant plus en danger qu'on l'enfouit plus profondément dans des galeries rendues dangereuses par la vétusté des mines et l'anarchie de l'exploitation. Lui aussi, il est prêt à demander aux ouvriers tous les sacrifices exigés par le succès de sa « politique industrielle ».

Marchais et Maire ne sont pas d'accord sur la politique économique, peut-être pas même sur la manière d'entraîner l'adhésion de la classe ouvrière aux sacrifices, mais ils sont assurément d'accord sur le fait que les sacrifices sont indispensables pour la bonne marche de la boutique nationale. Ils sont d'accord sur le fait que le capital est éternel et que les intérêts de la classe ouvrière doivent être subordonnés à ses exigences.

La seule cause qui mérite les sacrifices de la classe ouvrière, c'est l'union de ses rangs dans la défense contre l'offensive internationale de la bourgeoisie, la préparation de la révolution communiste, qui seule pourra délivrer l'humanité des tourments où la plonge la survie du capitalisme.

Golfe persique : une sonnette d'alarme

(suite de la page 1)

Orient » avec vigilance, mais aussi avec espoir. D'une façon qui n'a rien à voir avec les « idées » ou les « croyances » religieuses qui papillonnent dans la tête des protagonistes apparents du drame, ces événements font partie intégrante du fertile travail souterrain accompli en silence par la bonne vieille taupe de l'histoire.

Mais si nous saluons la force objective subversive de la « révolution islamique », nous savons aussi en voir l'autre face, et comprendre que cette « révolution », où la politique-fiction bourgeoise voit la grande coupable, agit en réalité, pour des raisons historiques que nous avons illustrées à plusieurs reprises, comme un facteur subjectif

de stabilisation du mouvement social dans un monde pourtant travaillé par de profonds déséquilibres.

En l'absence, en effet, du pôle de cristallisation qu'est le parti unique et mondial de classe, détruit par la contre-révolution stalinienne tout autant que par la victoire des démocraties dans la seconde guerre mondiale, le potentiel subversif des masses plébiennes et du prolétariat iranien poussés instinctivement à la révolte, a trouvé pour le canaliser une religion millénaire, avec ses prophètes, ses prêtres et ses sacrilèges. Et celle-ci ne pouvait et ne pourra que le diriger dans un sens opposé à son orientation spontanée, en unissant les classes que la force des déterminations matérielles doit séparer pour les aligner sur le terrain d'une lutte à mort, et en noyant leurs contradictions objectives dans le marais de la concorde nationale et de l'unanimité religieuse ; en déviant la colère accumulée des foules vers la cible apparente des personnes physiques (le Chah, Carter) transformées en incarnations de Satan, en déviant vers un anti-américanisme interclassiste les obscurs élans anti-bourgeois des grandes masses des villes et des campagnes ; en appelant les masses, en Iran, à sanctionner de leurs suffrages une constitution qui, avec la bénédiction d'Allah, interdit la grève et pratiquement toute organisation syndicale ouvrière ; en déchaînant ces masses (puisque l'« ennemi numéro un », les Etats-Unis, est si éloigné), contre les minorités opprimées, kurdes ou azerbaïdjanaises, qui, elles, sont proches ; en transférant sur le plan d'une croisade moralisatrice ce qui était et est, dans ses racines matérielles, une lutte éminemment sociale et politique ; en contribuant par contre-coup à reconstituer dans les Etats-Unis eux-mêmes l'unité nationale fissurée et donc également la volonté de domination et d'agression, et en jouant ainsi non pas contre, mais en faveur de l'« adversaire impérialiste ».

Par un paradoxe apparent (mais à combien de « paradoxes » de ce genre l'histoire du capitalisme ne nous a-t-elle pas habitués ?) la « révolution islamique » et l'impérialisme occidental tendent en réalité à converger

dans une exigence commune : celle de « protéger » les masses opprimées de la menace de ce Démon contre le spectre duquel Khomeiny aussi bien que Carter les exhortent à se frapper la poitrine et à se flageller les épaules pour expier leurs péchés, le Démon des tentations révolutionnaires. Et c'est probablement sur ce terrain que la crise trouvera tôt ou tard sa triste solution, non sur le plan formel, dans les méandres des procédures diplomatiques, mais dans la réalité des rapports de force concrets. Qui pourrait en effet contrôler les masses déchaînées, si les ayatollahs (courtisés entre autres, par les « communistes » du Toudeh) n'existaient plus ? Et d'un autre côté, s'il n'y avait pas l'adversaire commode, le Diable américain, qui maintiendrait l'ascendant social irremplaçable du vieil imam ?

Le prolétariat des pays « avancés » comme des pays de jeune capitalisme, entraînés les uns et les autres dans une crise dont on prépare dès aujourd'hui l'épilogue sanglant, ne pourra inverser le cours précipité qui mène à la catastrophe qu'en prenant la tête des masses paysannes et des plèbes urbaines en révolte, et en se lançant avec elles contre les forteresses — devenues de moins en moins invulnérables — de la classe dominante mondiale : la bourgeoisie, quelle que soit sa race, sa couleur de peau, sa tradition historique, sa confession. Pour cela, il devra se débarrasser de la chape de plomb paralysante des idéologies piétistes, interclassistes, chauvines, qui respectent servilement l'ordre établi sur la terre au nom d'un prétendu ordre supérieur régnant dans les cieux, qui prêchent une lâche résignation devant la volonté sois-disant paternelle du bon Dieu et de ses représentants présumés dans cette vallée de larmes, que ces idéologies portent les couleurs de la démocratie laïque, de la théocratie autoritaire ou vice versa.

Dans sa course infernale, le capitalisme accumule un gigantesque potentiel explosif qui, abandonné à lui-même, ne peut conduire les masses laborieuses qu'à une énième boucberie mondiale. Elles devront au contraire y puiser la force de préparer la guerre de classe contre le capital.

Le sol brûle au Venezuela

« Caracas, 17 novembre 1979. Ces derniers mois, la situation sociale a été ici très tendue. Le coût de la vie a augmenté de façon vertigineuse (+ 3,5 % pour le mois de septembre) et la classe ouvrière est en ébullition. Les réformistes font grand bruit autour de la loi sur l'augmentation générale des salaires qu'ils ont réussi à faire passer au parlement, mais, le soir, les principaux quartiers ouvriers de Caracas prennent feu, des barricades surgissent, et les jeunes prolétaires attaquent les flics à coups de pierres et de cocktails Molotov. Le gouvernement a dû fermer toutes les écoles secondaires, parce que dans les quartiers populaires, les affrontements entre lycéens et policiers sont quotidiens. Il y a eu déjà plusieurs morts et de très nombreux blessés.

Détail intéressant : la police n'arrive pas à arrêter grand monde, car ceux qui se révoltent disparaissent avec une facilité qui démontre, d'une part, leur parfaite connaissance des lieux, et d'autre part, le fait qu'ils sont couverts par la population. De plus à la grande surprise de la police, ceux qui sont arrêtés n'appartiennent à aucune organisation officielle « de gauche » ou même guérillériste. Ils se contentent de déclarer qu'ils en ont pardessus la tête du « système » et qu'ils veulent en finir.

Il y a deux semaines, une grève générale de 24 heures a complètement paralysé une des principales régions industrielles du pays, l'Estado Aragua. Motif : l'augmentation du coût de la vie et le licenciement de 300 ouvriers dont on demandait la réintégration... »

Inutile de dire que la presse française ne dit pas un mot de cette situation explosive !

Réunion publique à Créteil

• Le samedi 12 janvier, à 14 h, à la Maison pour tous, L'Haye-aux-Moines (Métro : Université)

Contre l'offensive bourgeoise et les capitulations de la gauche :

POUR LA DEFENSE DU PROLETARIAT ET LA REVOLUTION COMMUNISTE

Soutenez le développement international de la presse du Parti. Souscrivez !

Permanence à Paris

A partir du 1^{er} janvier 1980 la permanence du dimanche matin sera supprimée et remplacée par une permanence le mercredi soir de 18 h 30 à 20 h 30

A l'occasion du centenaire de la naissance de Trotsky, un tract du Parti

Ce que nous pouvons revendiquer de Trotsky

Une ignoble campagne pour la réhabilitation de Trotsky et de Boukharine a commencé depuis plusieurs mois, à laquelle fait écho la commémoration de la naissance de Trotsky par les groupes trotskystes, et tout particulièrement par la IV^e Internationale qui a tenu son XI^e congrès. Calomnié hier, traqué par toutes les polices, assassiné par le stalinisme, le prestigieux chef de l'Armée rouge est utilisé depuis les archicontra-révolutionnaires sociaux-démocrates et euro-communistes jusqu'aux centristes qui se proclament ses successeurs. A l'heure où le gendarme en chef américain a donné le coup d'envoi de la non moins hypocrite campagne « pour les droits de l'homme », les petits-fils de Noske et de Staline — complices du meurtre des vieux bolcheviks et agents de sanglantes défaites du prolétariat mondial — cherchent à combler le fossé de classe qui les sépare des révolutionnaires, pour désamorcer le potentiel inflammable qu'ils incarnent dans une période où s'exacerbe la lutte entre les classes. Les trotskystes ont vu là un pas en avant, eux qui réclamaient de Krouchtchev et Cie cette réhabilitation.

C'est justement contre ces descendants sans scrupules que Nathalia Trotsky déclarait que seule la destruction de l'Etat et du capitalisme russes par la révolution prolétarienne permettrait de restaurer la vérité sur ces militants traînés dans la boue. Quant à nous, qui venons d'un courant qui tire son origine de la même lutte glorieuse en défense du marxisme, nous qui n'avons pas subi moins de coups et de calomnies — d'ailleurs sciemment entretenues par les trotskystes de concert avec les stalinistes —, nous réaffirmons que seuls le prolétariat et le parti de classe sont habilités à défendre la mémoire de leurs martyrs et que la révolution les vengera !

Mais c'est précisément au nom de Trotsky fondateur de la IV^e Internationale que ses épigones se livrent à ces mascarades et s'arachent son cadavre entre sectes, s'accusant mutuellement d'avoir renié les fondements du « trotskysme », à savoir le **Programme de transition** et la défense de l'URSS. Quant à nous, nous leur reprocherons plutôt d'avoir, à travers leurs querelles, poussé jusqu'au bout les erreurs de Trotsky, au point de renier la tradition vivante du Trotsky de **Terrorisme et communisme** et de la fondation de l'Internationale Communiste. Leurs commémorations ne sont que celles de croquemorts : aux orties la dictature du prolétariat devenue la grande Dame Démocratie de Kautsky, où bourgeois et opportunistes auront leur liberté ! Au trou la nécessité du parti mondial unique et centralisé, fondé sur la « dictature des principes » (Engels) et l'invariance du programme, qui dirige l'insurrection et la dictature de classe sans partage.

Pire encore, ce seraient là des armes du stalinisme et non celles de la victoire d'Octobre ! A la poubelle l'insurrection antigradualiste qui détruira complètement l'Etat bourgeois sous toutes ses formes (il suffit de regarder l'attitude des trotskystes en Espagne et surtout en Amérique latine, qui va de la défense de la démocratie bourgeoise à la participation à cette dernière comme au Pérou) !

Messieurs les trotskystes laissez aux « dogmatiques » que nous sommes la lutte immédiate et politique impitoyable pour arracher le prolétariat à l'opportunisme, cet opportunisme qui n'était pour les Bolcheviks et la Gauche italienne ni une « tendance du mouvement ouvrier », ni une simple « bureaucratie », mais la pénétration de la classe ennemie dans les rangs prolétariens, l'ennemi décisif contre la révolution ! Eux, en revanche, comptent récupérer ses ailes gauches, et pensent l'utiliser comme tremplin pour un « processus » révolutionnaire éminemment dialectique... qu'ils ne préparent d'ailleurs pas !

**

S'ils ont rejeté les principes du communisme que Trotsky essayait de défendre malgré tout, ses épigones ont éeéve ses erreurs à la hauteur de principes. On ne peut plus qualifier d'erreur la défense inconditionnelle de l'URSS alors que la preuve de sa nature irrémédiablement contre-révolutionnaire a pleinement été faite. Après le massacre de la vieille Garde et la destruction du parti communiste mondial, la Russie a envoyé l'Armée rouge occuper des territoires et empêcher l'explosion révolutionnaire à la fin de la seconde boucherie mondiale ; elle est devenue avec les USA un pilier de l'ordre impérialiste mondial. Dans la bouche de ces gens, les formules erronées de Trotsky sur l'appui à « l'Etat ouvrier dégénéré », sur la défense de la « propriété étatique » et de « la planification », ne sont que la couverture idéologique « gauchiste » d'une politique de soumission du prolétariat à l'un des deux camps impérialistes, et la promesse avouée de la collaboration à la troisième guerre mondiale ! Au musée aussi le principe du défaitisme révolutionnaire...

Avec quel empressement répugnant n'acceptent-ils pas toutes ces catégories essentielles du capitalisme que sont le marché, le salariat et l'autonomie d'entreprise, collaborant ainsi de fait aux ravages de la théorie du « socialisme dans un seul pays », quand ils donnent à défendre dans les pays de l'Est des acquis économiques « prolétariens » là où Lénine et nous ne voyions que du capitalisme ; ces délices... que les ouvriers de l'aire russo-chinoise apprécient en se soulevant comme dans les émeutes des années 50

et 70, et en cherchant désespérément à reconstruire des organisations de résistance à l'exploitation grandissante. Et les plus « radicaux » des trotskystes — sauce LTF — n'offrent-ils pas le meilleur soutien matériel à l'Etat et au capital russes en se vantant de défendre « inconditionnellement » leur puissance militaire et économique contre la politique de la bureaucratie et l'impérialisme d'en face ?

Peut-on appeler « erreur tactique » l'aplatissement des trotskystes en mal de situations révolutionnaires devant les directions bourgeoises des révolutions anti-impérialistes, quelles que soient leurs querelles sur l'appui à tel ou tel Etat (Russie ou Chine, Cambodge ou Vietnam, etc.), inévitable du fait qu'ils n'ont pas défendu une position indépendante du prolétariat ? Et s'ils tentent de se justifier aujourd'hui par la sempiternelle « dégénérescence bureaucratique », ils continuent de collaborer, de l'Amérique latine à l'Algérie. Et au Nicaragua, ils s'écrasent complètement devant le Front sandiniste.

Peut-on appeler « ruses de guerre » leur suicide complet par rapport à l'opportunisme (l'OCI plutôt envers la social-démocratie, la LCR plutôt envers le stalinisme), des pétitions aux débats fraternels ? Après avoir largement pratiqué l'entrisme dans ces partis, leur dernier mot depuis une dizaine d'années n'a été que d'appeler au « gouvernement des partis ouvriers », c'est-à-dire des agents de la contre-révolution, qui démontrent dans l'opposition leur totale soumission aux intérêts bourgeois. C'est au nom de ce grandiose objectif... que l'on n'a que trop vu à l'œuvre, de l'Allemagne à l'Espagne, que les trotskystes sabotent les luttes immédiates et rabattent les ouvriers combattifs dans le giron du réformisme. L'unité avec l'opportunisme social-chauvin est ainsi devenue pour ces organisations un principe. Cela va si loin qu'ils taxent d'« antisyndicalisme » et de « briseurs de l'unité ouvrière » tous ceux, militants et prolétaires avancés qui s'opposent à cette capitulation. Eux se contentent d'apporter un supplément gauchiste à la démagogie de l'opportunisme du PC-PS, mais collaborent avec lui pour châtrer toute lutte réelle, que ce soit contre les menées de l'impérialisme français, pour défendre les soldats, les immigrés, etc. De même, leur participation à l'hystérie anti-terroriste apporte une preuve supplémentaire de leur soumission au cadre fixé par l'opportunisme et la démocratie bourgeoise.

**

Nous constatons dans cette **faillite politique** complète, la **conséquence nécessaire** d'un cours catastrophique ouvert hélas par Trotsky lui-même. C'est l'aboutissement de posi-

tions équivoques, incomplètes et transitoires érigées en directives permanentes, et d'un manœuvrisme qui a emporté les principes que le farouche révolutionnaire voulait greffer sur un rassemblement de forces d'opposition au stalinisme, fondé sur des bases insuffisamment claires et qui n'a pas eu la force de tirer le bilan du triomphe de la contre-révolution en Russie et dans le monde. Surtout, il était entraîné à remplacer ce bilan par des manœuvres tactiques de plus en plus douteuses, qui ne pouvaient que conduire au point d'arrivée actuel : le rejet des principes de la révolution et de la dictature prolétariennes.

Loin de toute illusion de succès immédiat dans cette situation contre-révolutionnaire, le travail de reconstitution du parti de classe mondial devait au contraire se faire pour notre courant, sur une base de granit et sur la défense militante et intransigeante du programme marxiste intégralement restauré, contre le fatalisme d'une part et le spontanéisme activiste d'autre part.

Et si la liaison du programme révolutionnaire avec les luttes immédiates était particulièrement difficile dans la période de prospérité capitaliste de l'après-guerre, la montée de la crise réveille les luttes sociales, pousse les prolétaires à chercher leur voie de classe et remet cette liaison à l'ordre du jour. Sur ce terrain aussi, il faut combattre le centrisme capitulaire, tout en sachant que sa chute ne découle pas mécaniquement de sa faillite, et comme l'histoire nous l'a appris sévèrement, qu'il a encore un rôle à jouer. C'est contre nous, contre le prolétariat révolutionnaire qu'il saura encore se dresser, nous jetant à la face le cri déjà entendu de « Démocratie ! ». A bas la dictature du parti communiste ! Mais nous aurons la force de nous y opposer jusqu'au bout, en puisant dans la mémoire du compagnon de Lénine et de nos camarades de la Gauche, l'enthousiasme audacieux dans l'action et la fermeté tenace sur les principes nécessaires pour la victoire de la révolution communiste mondiale.

BAS LES PATTES DEVANT LES REVOLUTIONNAIRES ASSASSINES !

A BAS CEUX QUI EXALTENT LEURS FAIBLESSES ET RENIENT LEUR TRADITION DE COMBAT !

POUR LE PARTI MONDIAL, LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET DE SON PARTI !

POUR LA REVOLUTION MONDIALE QUI EN FINIRA AVEC TOUS LES ETATS BOURGEOIS, Y COMPRIS CEUX DES CAPITALISMES RUSSO-CHINOIS !

« Tranquillité » et répression

Avec la crise se développent les facteurs matériels qui pousseront inévitablement la classe ouvrière à la révolte : le chômage, la misère, l'humiliation permanente, l'insécurité qui fait qu'on redoute chaque jour le lendemain, etc.

Quand il devient impossible même de survivre avec un salaire trop bas, des cadences trop fortes, des allocations-chômage dérisoires, voire inexistantes, la bourgeoisie devant cette accumulation de risques d'explosion cherche toujours à renforcer les moyens en sa possession pour assurer la paix sociale et la « tranquillité ». La bourgeoisie a conscience que pour rester au pouvoir elle est obligée de mener une guerre « sociale » contre les prolétaires. Comme toute guerre, la *guerre de classe* entre exploités et exploités se fait avec des armes différenciées : la police, la justice, l'école, la télé, la presse, la culture, etc.

C'est en prévision de grands affrontements que la bourgeoisie renforce aujourd'hui sa police.

Pour cela elle peut comme toujours compter sur ses chiens fidèles, ses spécialistes de la « tranquillité », de la paix entre exploités et exploités, sur ses fabricants d'eau-bénite bleu-blanc-rouge, sur sa milice « sociale » : les partis de « gauche ».

Alors que les exploités crèvent la faim et sont humiliés, usés ou handicapés par le capitalisme, que les fils et filles de travailleurs n'ont pour seule perspective que le chômage ou la caserne, ces putains de la bourgeoisie que sont le PS et le PCF sont là pour dire : « On aime notre pays, notre ville, notre usine ; on aime la police, l'ordre et les curés. Du calme les gars, que personne ne bouge ».

Par exemple à Vitry (ville de 90.000 habitants de la banlieue ouvrière de Paris), après

(Suite page 4.)

Réunions publiques du Parti

● La drogue : une tentative désespérée de fuir l'enfer de la société capitaliste

C'est le sujet qui a été abordé lors d'une réunion publique tenue à Florence le 27 octobre dernier et à laquelle assistait un nombreux public. Le sujet, qui a été traité à partir de la série d'articles publiée dans notre journal italien et aussi sur la base des réunions qui avaient eu lieu à Milan sur ce thème, était accessible même à des non-spécialistes. Nous avons mis l'accent en particulier sur le fait que la diffusion et l'extension de la drogue correspondent à une période de crise dans laquelle l'incertitude générale sur le plan social se traduit par un isolement effroyable de l'individu. On a montré qu'à l'époque du capitalisme développé l'individu est pris dans une contradiction terrible : d'une part la société capitaliste exaspère l'individualisme et pousse les individus à lutter seuls contre le monde entier ; d'autre part elle transforme tout en marchandise et dépersonnalise l'homme. Le capitalisme provoque ainsi chez les individus une recherche désespérée de leur propre identité, tout en leur fournissant une série de faux remèdes : drogue, alcoolisme, mysticisme, délinquance, suicide, etc.

Poser le problème de la drogue ne veut pas dire pour nous étudier des « solutions » réformistes. C'est l'oppression capitaliste qui engendre le désespoir, la colère et la résignation, et qui provoque au niveau psychologique un réflexe de fuite devant l'enfer de cette société. Pour nous, la réponse est d'ordre politique : elle implique la transformation révolutionnaire de la société capitaliste en une société communiste débarrassée de toute oppression. C'est une perspective de lutte que nous proposons à la jeunesse, pour en finir avec une

société où règnent la misère, la faim et la mort. On a insisté aussi sur le fait que cette lutte commence dès maintenant, sur le terrain des intérêts immédiats, pour combattre aussi bien le despotisme d'usine que le despotisme général qui marque la vie quotidienne, et auquel sont soumis non seulement les prolétaires, mais aussi d'autres couches de la société capitaliste.

● Ce que nous pouvons revendiquer de Trotsky

Notre réunion publique « Ce que nous pouvons revendiquer de Trotsky », s'est tenue à Paris le 14-12, devant une centaine de personnes. Après avoir rappelé la solidarité de notre courant avec l'Opposition russe dans son combat contre le stalinisme (solidarité qui n'impliquait pas, et ne pouvait impliquer une adhésion complète à ses thèses), l'introduction a mentionné la défaite de cette Opposition, incapable de tirer un bilan complet de la contre-révolution en Russie comme de la dégénérescence de l'Internationale, puis a montré le besoin du parti homogène et intransigeant, fondé sur la restauration intégrale du marxisme et pourvu d'une ligne de gauche qui soit vraiment générale et non occasionnelle et d'une tactique ferme, à l'opposé de toute tentative pour forcer les situations par des manœuvres tactiques et organisatives.

L'exposé a ensuite retracé nos désaccords avec Trotsky, ses faiblesses et ses erreurs, érigées en principe par les épigones, de la théorie de la révolution permanente à la question russe, puis à la question de la reconstruction d'une nouvelle Internationale, à travers les oscillations du Trotsky marxiste au Trotsky touché par la dégénérescence.

De la « révolution permanente », nous avons retenu les équivoques qui se manifesteront

dans la question russe et dans la question nationale-coloniale, tout en soulignant la défense indéfectible par Trotsky du caractère international de la révolution et du socialisme et de l'indépendance de classe du prolétariat contre le stalinisme.

Sur la question du cours de la Russie nous avons retracé l'évolution qui va du cri d'alarme de « Cours nouveau » à la reconnaissance incomplète et perplexe de la défaite dans la « Révolution trahie », en montrant comment Trotsky ne sut jamais se départir d'un « frontisme » avec l'Etat « ouvrier » qui conditionnera toute sa perspective ultérieure, à savoir la défense de l'URSS. Nous avons critiqué au passage les théorisations sur la bureaucratie, en expliquant la signification marxiste de la dictature prolétarienne, le rapport du capitalisme avec les formes de propriété, et notre interprétation de la victoire du grand capitalisme en Russie.

Sur le problème de la construction d'une nouvelle Internationale, nous avons illustré la trajectoire, caractérisée par un manœuvrisme constant (du front politique dans ses pires aboutissements à la tentative d'agréger des forces hétérogènes et équivoques, et enfin à l'entrisme dans la social-démocratie), qui ne pouvait mener qu'à la désorganisation et à la désorientation de l'avant-garde, avant le rejet pur et simple des principes et le suicide complet des trotskystes d'aujourd'hui.

Enfin la conclusion, rappelant le combat vigoureux de Trotsky, artisan d'Octobre et de la fondation de l'IC, puis de la défense du marxisme face à la contre-révolution montante, a appelé à revendiquer la défense non seulement du militant mais de la tradition de lutte marxiste qu'il incarne, même contre ses propres glissements, en distinguant entre les révolutionnaires vaincus et les liquidateurs qui s'en réclament.

Après les élections prud'homales

Le réformisme syndical enterre la lutte prolétarienne

Les élections prud'homales ont satisfait presque tout le monde. Chacun peut y trouver son compte, sauf, en vérité, la classe ouvrière. Les syndicats y voient un moyen de contre-carrer la tendance actuelle à la désyndicalisation; la CGT garde 42,9 % des voix; la CFDT en gagne 7 % par rapport à l'ancienne CFTC; FO progresse malgré l'absence des fonctionnaires, aux applaudissements courtois de la CFDT, qui lui renouvelle ses offres d'accord; la bourgeoisie, enfin, voit ainsi redorer une institution d'arbitrage à façade « au-dessus des classes » (*Servat et conciliat*, servir et concilier, comme dit la devise des prud'hommes !), cette bourgeoisie qui, après le coup de feu d'Alstom, voit le trimestre finir sans autre bataille sociale que ce pacifique alignement des urnes, et qui salue dans ces élections, et dans la répartition même des votes, des chances accrues pour un consensus social.

D'où la bonhomie protectrice de Ceyrac, déclarant au lendemain des prud'homales : « Si par hasard ce scrutin veut dire que les syndicats français sont en train d'affirmer leur autorité, je n'aurais personnellement aucune raison de m'en attrister », cependant que Chotard recommandait à l'Assemblée générale du CNPF d'« éviter deux écueils : l'antisindicalisme, tout comme l'abdication des responsabilités sociales des chefs d'entreprise au profit des syndicats » (*Le Monde* du 18-12-79). Ces propos confirment d'ailleurs l'évolution du patronat français, surtout depuis 1968, vers une plus grande intelligence tactique, et vers une prise en considération du rôle précieux d'amortisseurs sociaux que peuvent jouer des syndicats réalistes et responsables, à condition qu'ils se

montrent capables d'encadrer réellement la masse des ouvriers.

Chacun à sa façon, les syndicats donnent de nouveaux gages du « sérieux » tel que l'entend la bourgeoisie. La CGT continue d'affirmer mollement la possibilité d'une solution parlementaire, d'une « autre politique pour la France », et d'engager les luttes (par exemple à Usinor-Denain) dans la voie chauvine et collaborationniste de la sauvegarde de « notre » industrie contre des patrons « cas-seurs ». La CFDT, elle, par la voix d'Edmond Maire, agite le drapeau du syndicalisme « pur », du vieil « apolitisme » toujours prêt à se ranimer dans le mouvement ouvrier français, et qui recouvre en réalité dans ce cas un parfait cynisme de réformiste sans convictions.

Maire prophétise l'échec de la gauche aux élections, et l'échec des espoirs ouvriers même si la gauche l'emporte : ce qui est exact. Mais que propose-t-il ? La philosophie du « recentrage » — CFDT, c'est l'« action au ras des pâquerettes », l'« adaptation des revendications immédiates aux situations concrètes », le « réalisme » face à la crise, le renoncement réformiste à toute autre perspective que la défensive au jour le jour : et encore, en prévenant que — à la différence de l'« âge d'or du réformisme » du début du siècle — on n'aura pas grand chose, et qu'il faudra « choisir », par exemple entre le maintien du salaire et celui de l'emploi.

On joue ainsi sur la peur, le chantage au chômage, cette arme, dont la bourgeoisie connaît et exploite la puissance, sur le repli sur soi, la tendance à la débrouillardise individuelle qu'elle provoque — toutes ces

tendances dont la remontée de FO est en partie l'expression. En même temps, Maire exploite la défiance instinctive d'une partie des ouvriers — même s'ils votent « malgré tout » pour eux — envers les pantins de l'Union de la Gauche et leurs prétendues alternatives indolores à la domination capitaliste, alors que chaque conflit, chaque grève un peu sérieuse leur montrent que la bourgeoisie, elle, est armée jusqu'aux dents.

Mais Maire exploite jusqu'au bout ce découragement dans l'intérêt de la bourgeoisie, en ne montrant aux prolétaires d'autre horizon que l'éternité de la société bourgeoise, l'éternelle tâche de Sisyphe qui consiste à arracher quelques miettes qui seront reprises demain, sans que la force déployée dans ces luttes soit jamais rassemblée, liée, pour être un jour lancée contre les bases mêmes du système. Chacun à sa façon, les Maire et les Séguy condamnent le prolétariat à rester éternellement une classe de la société bourgeoise, une classe pour le capital.

Oui, la lutte revendicative au jour le jour est inévitable et indispensable : la lutte, non l'appel bélant à des négociations qui n'ont été, pendant ces derniers mois, que des attaques déguisées contre les conditions de vie ouvrière (indemnisation du chômage, temps de travail). Mais, à la fois contre le crétinisme électoral du réformisme politique, et contre la lâche résignation du réformisme syndical, les communistes doivent montrer inlassablement que cette guérilla doit préparer la guerre de classe généralisée de demain ; que la défense immédiate des prolétaires serait stérile et désespérée si elle ne se reliait à la préparation des conditions de sa libération.

Réapparition des conseils d'atelier

Au moment où la CFDT les présentait dans son programme nous avions qualifié les conseils d'atelier de « gadget éculé avant d'avoir servi » (*Le Proletaire* n° 252). Depuis, l'institution a reçu, toujours avant de naître, le baptême de paroles bienveillantes du gouvernement et du patronat. Et voici que la CGT, dans son recyclage vers des thèmes autogestionnaires, se met aussi de la partie : les conseils d'atelier sont évoqués par Moynot ou Krasucki comme des moyens efficaces de combattre à la base l'influence patronale, et la tendance à la désyndicalisation.

Pendant la grève de Ducellier, en octobre dernier, les syndicats ont mis ces conseils d'atelier en tête des revendications. Trop de fées suspectes se penchent décidément sur ce berceau ! Patronat et syndicat ont sans doute tiré les leçons de l'expérience italienne, où les comités d'atelier ont servi à récupérer l'agitation développée pendant le « mai rampant » de 68-69, et à permettre aux syndicats opportunistes de reprendre, en grande partie, le contrôle de la base, en orientant ces comités vers des tâches de courroie de transmission des besoins de la production, de la discipline du travail et de la « meilleure répartition » (meilleure pour le capital) des capacités ouvrières. Les syndicats français, craignant de voir renaître des poussées analogues, veulent préparer à l'avance le filet de sécurité qui les paralysera.

Seule l'indépendance par rapport à l'orientation et l'organisation opportuniste et à la tutelle bourgeoise, peut faire des diverses formes qui renaissent et renaîtront de plus en plus avec la lutte — comités ou groupes d'ouvriers de plusieurs entreprises —, des instruments utiles à la défense prolétarienne.

L'enjeu européen

(suite de la page 1)

ment intégré). L'installation de SS-20 et de Backfire soviétiques en Europe de l'Est, et de Pershing et de Cruise américains en Europe de l'Ouest illustrent bien la volonté des deux superpuissances de faire de l'Europe le champ éventuellement unique de leur affrontement, quitte à ce que celle-ci disparaisse de la carte, et cette opération de renforcement de leur potentiel militaire en Europe se double d'une offensive diplomatique dont les pays européens sont l'enjeu. Les Russes — on le sait — ont la hantise d'avoir à combattre sur deux fronts, à l'Est et à l'Ouest. Ils essaient donc d'affaiblir ou de briser ces fronts. En direction de l'Ouest cela veut dire essayer de dissocier les pays européens, ou certains d'entre eux, des Etats-Unis.

Ainsi les Russes essaient de courtiser les Allemands, en leur faisant miroiter en sous main la neutralité de l'Allemagne, et qui sait s'ils ne seront pas les premiers à promettre une réunification pour la faire tomber dans leur camp ? En tout cas pour l'instant ce n'est pas le retrait de la RDA de 1.000 chars et de 20.000 hommes qui peut changer la situation. L'Allemagne, qui se sent nucléairement toute nue face à la menace russe, a dû accepter le plan américain d'armement. Mais jusqu'à quand pourra-t-elle supporter cette situation, elle qui est le premier fournisseur des pays de l'Est ?

A l'égard de la France les Russes font valoir que l'installation des Pershing va renforcer surtout le potentiel nucléaire américain déjà installé en Allemagne et donc indirectement (ou même directement si l'Allemagne entre en possession de ces armes) la puissance militaire de l'ennemi n° 1 du chauvinisme français. Mais la partie de la bourgeoisie française qui est obsédée par le

« danger allemand » se divise elle-même en deux courants : ceux qui sont prêts à une alliance avec la Russie pour combattre l'Allemagne et ceux qui voudraient une alliance franco-allemande pour... neutraliser l'Allemagne (c'est l'idée de Buis et Sanguinetti). L'actuelle campagne chauvine et anti-« germano-américaine » sous son écœurant verbiage pacifiste donne le ton des disputes politiques des prochaines années.

La France et l'Allemagne ne sont que deux exemples. En réalité c'est la totalité des pays européens que se disputent les rivaux impérialistes russe et américain. Disposant d'atouts supérieurs, ces derniers jouent alternativement de la menace (« les Américains ne veulent pas mourir pour Munich ») et de l'assurance (« l'Europe est notre alliée ») pour mieux s'attacher les pays d'Europe de l'Ouest.

Il y a enfin un dernier aspect dans cette question qui n'est pas le moins important. L'installation d'un arsenal militaire de plus en plus considérable en Europe vise de toute évidence à terroriser le prolétariat européen. C'est en Europe que la lutte de classe menace de reprendre sur une grande échelle des deux côtés du « rideau de fer ». Or les deux supergrands ne sont pas seulement des rivaux. Ils sont tous deux contre-révolutionnaires. D'accord pour se battre d'abord en Europe dans le futur conflit impérialiste qui doit les opposer, ils sont aussi d'accord pour essayer, comme ils l'ont fait par l'occupation à la fin de la seconde guerre mondiale, d'empêcher le prolétariat de relever la tête.

Le prolétariat ne pourra relever ce défi historique que s'il considère chacun des deux camps comme son pire ennemi et s'il trouve la force de diriger ses coups contre ses deux ennemis en même temps et de marcher vers sa propre révolution.

« Tranquillité » et répression

(Suite de la page 3)

avoir l'année dernière mené toute une campagne ignoble par la construction d'un commissariat, aujourd'hui le PCF remet ça pour « Vivre tranquille ».

A Vitry — comme dans tous les quartiers ouvriers — les jeunes prolétaires révoltés par leurs conditions de vie, de logement, dotés d'une haine farouche (et pleine d'avenir) du flic et du bourgeois, font la seule chose qu'ils peuvent faire, quand on est isolé, quand la vie de classe est encore en sommeil et qu'on s'emmerde : On casse tout. On crache sa haine sur tout ce qui passe !

Comme ce n'est certainement pas le PCF qui peut donner une perspective de lutte à la jeunesse ouvrière, la seule chose qu'il peut faire devant sa révolte, c'est d'appeler... à la répression. Le PC à travers le bulletin municipal « Vitry hier, aujourd'hui, demain » de novembre 1979, diffusé dans toutes les boîtes aux lettres, appelle « les vitriots qui aiment leur ville à lutter pour une présence régulière dissuasive de la police [...] à faire quelque chose pour la sécurité ». Et quoi donc ? « Demander que la police soit dotée de moyens nécessaires pour [remplir] sa mission, défendre les services publics, renforcer le gardiennage, faire des interventions collectives contre les auteurs des dommages, ne

plus tolérer la passivité et la neutralité » et, comme le dit l'*Humanité* du 3-12 dans un article sur Vitry, demander « de vrais postes d'îlotiers ».

En clair le PCF dit aux bourgeois : « Aidez-nous, donnez-nous plus de flics, mettez-en partout, on n'arrive plus à les tenir ».

Pour nous communistes, il n'est pas question de déplorer de tels propos car ils ont le mérite de montrer le vrai visage du PCF, celui de police sociale et de milice anti-ouvrière. Il devient clair pour tout militant ouvrier, pour tout prolétaire conscient de ses intérêts, que pour en finir une fois pour toutes avec le capitalisme on devra non seulement s'affronter aux flics, mais aussi au PCF.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 23

Il programma comunista

- Allarme per noi e per gli altri dal Golfo Persico.
- Da una rigidità all'altra: cassa integrazione, mobilità e collaborazione sindacale.
- Il problema della riunificazione tedesca (II).
- Sindacato ed organismi di lotta nella esperienza degli ospedalieri.
- Il ciclo delle rivoluzioni nazionali e anticoloniali volge alla fine.
- Riscoprono Trotsky ma solo per ricondannerlo a morte.
- Sulla questione irlandese.
- Licenziamenti alla British Leyland.
- Il « socialismo » cinese.
- Note sindacali.

*
el-oumami

*
el proletario

*
Kommunistisches
Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 14 janvier, 11 février, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclers.
- A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 5 et 19 janvier, 2 et 16 février, etc.
- A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.
- A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 6 et 20 janvier, 3 et 17 février.
- A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 6 et 20 janvier, 3 et 17 février, etc.
- Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 6 et 20 janvier, 3 et 17 février, etc.
- A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
- A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 6 et 20 janvier, 3 et 17 février.
- A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 6 janvier, 3 février, etc.
- A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 12 et 26 janvier, 9 et 23 février, etc.
- A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon. A partir du 1^{er} janvier 1980 la permanence du dimanche matin sera supprimée et remplacée par une permanence le mercredi soir de 18 h 30 à 20 h 30.
- A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 20 janvier, 17 février, 16 mars, etc.
- A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
- A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 30 décembre, 13 et 27 janvier, etc.
- A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 30 décembre, 13 et 27 janvier, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926